



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20240326-DEC-DAEN0290 DU 6 MAI 2024
PORTANT MISE EN DEMEURE DE LA SOCIÉTÉ BOIRON FAUGIER, DONT LE SIÈGE
SOCIAL EST SITUÉ À 288 RUE DU FORT 07200 VESSEUX
DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITÉS DE RÉFRIGÉRATION
AMMONIAC EXPLOITÉES AU QUARTIER DES PLANTAS À DONZERE (26290)**

**Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur**

VU le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme,

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017248-0001 délivré le 5 septembre 2017 à la société GIE BOIRON FAUGIER pour l'exploitation d'une installation de préparation et surgélation de fruits, légumes et produits de la mer et de fabrication de crème de marrons sur le territoire de la commune de DONZERE (26290) au Quartier des Plantas, concernant notamment les rubriques 2220, 2221 et 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735 ;

VU l'article 2 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé qui dispose :

« L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollutions accidentelles de l'air, des eaux ou des sols.

Dès la conception des installations, l'exploitant doit privilégier les solutions techniques intrinsèquement les plus sûres. Les installations doivent utiliser les meilleures technologies disponibles visant notamment à réduire au maximum les quantités d'ammoniac mises en jeu.

[...]

Les locaux abritant l'équipement de production de froid sont conçus de façon que, lors d'un accident, le personnel puisse prendre, en sécurité, les mesures conservatoires destinées à éviter une aggravation du sinistre liée notamment à des effets thermiques, de surpression, des projections ou d'émission de gaz toxique.

Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits mis en œuvre de manière notamment à éviter toute réaction parasite dangereuse. La conception, la réalisation et l'entretien des installations doivent prendre en compte les risques de corrosion due aux phénomènes de condensation de l'humidité de l'air.[...] » ;

VU l'article 42 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé qui dispose :

« Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.

L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants:

- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil).

Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.

Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.

Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur.[...] »

VU l'article 3 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé qui dispose :

« Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur.

La ventilation des salles des machines est assurée par un dispositif mécanique calculé selon les normes en vigueur, de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et d'une source de chaleur, de façon à ne pas entraîner de risque pour l'environnement et pour la santé humaine.

Les moteurs des extracteurs doivent être protégés pour éviter tout risque d'explosion. »

VU l'article 39 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé qui dispose :

[...] Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.). Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission sont conçues pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 5 avril 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 17 avril 2024 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 12 mars 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

« L'inspection a constaté la présence de plusieurs détecteurs en salle des machines. Selon le rapport de JOHNSON CONTROL d'avril/mai 2023, page 18, les moteurs des extracteurs d'air ne sont pas ATEX et démarrent au seuil 2 (100 ppm NH₃) et s'arrêtent au seuil 3 (150 ppm NH₃). Cette disposition est non-conforme.

Par courriel du 15/03/2024, l'exploitant a transmis les éléments suivants émanant de la société JOHNSON CONTROL :

« Concernant les ventilateurs, ils ne sont effectivement pas ATEX. Nous allons donc les remplacer sous les plus brefs délais par du matériel ATEX. A noter qu'ils sont alimentés par une ligne secourue. Par conséquent, même en cas d'atteinte du 2^e seuil (au sens de la norme soit 150 ppm) avec coupure de la salle des machines, ils restent alimentés électriquement. Concernant leur déclenchement, nous avons constaté que les automatismes avaient été remplacés par des commutateurs manuels (un en salle des machines, et un à l'extérieur, chacun commandant l'ensemble des deux ventilateurs présents en salle des machines). Donc tant leur mise en route que leur arrêt est actuellement manuel. Pas d'arrêt automatique donc en cas d'atteinte du 2^e seuil (au sens de la norme). En revanche, nous allons travailler dès lundi afin de voir comment réactiver leur mise en route automatique (travail conjoint avec la société LEMS qui intervient sur la centrale NH₃), avec mise en route au 1^{er} seuil (100 ppm) et maintien au 2^e seuil (150 ppm) »

Par conséquent, il n'y a pas d'asservissement de l'extraction d'air à la détection d'ammoniac.

De plus, page 14 du rapport d'avril/mai 2023, il est mentionné que les tests d'asservissement pour la mise à l'arrêt des groupes froids et de la fermeture des vannes automatiques n'ont pas été réalisés à la demande de la société BOIRON FAUGIER. Les dispositifs de sécurité ne sont donc pas testés. Cependant, le déclenchement d'une alarme sonore et visuelle est opérationnel selon le rapport.

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de la détection ammoniac par la société LEMS du 07/12/2023. Celui-ci fait état de 6 capteurs non-conformes. L'exploitant a présenté un devis validé du 04/03/2024 pour le changement de 2 capteurs. »

« Selon le rapport de JOHNSON CONTROL d'avril/mai 2023, page 18, les moteurs des extracteurs d'air ne sont pas ATEX.

Page 18, les débits d'extraction des ventilateurs ne sont pas mesurés. L'extracteur d'air situé dans le couloir dans les combles (cf page 148 de l'étude de dangers de 2016), côté Nord-Ouest existe mais n'est pas testé lors de la vérification annuelle.

Par courriel du 15/03/2024, l'exploitant a transmis les éléments suivants émanant de la société JOHNSON CONTROL :

« Concernant les ventilateurs, ils ne sont effectivement pas ATEX. Nous allons donc les remplacer sous les plus brefs délais par du matériel ATEX.[...] »

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3 et 42 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 12 mars 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

« Le rapport de JOHNSON CONTROL d'avril/mai 2023 mentionne page 19 que des vannes de sectionnement automatiques ne se ferment pas par manque d'air ou d'électricité (pas à sécurité positive). Page 18, les débits d'extraction des ventilateurs ne sont pas mesurés. L'extracteur d'air situé dans le couloir dans les combles (cf page 148 de l'étude de dangers de 2016), côté Nord-Ouest existe mais n'est pas testé lors de la vérification annuelle.

Le rapport indique page 20 que l'arrêt d'urgence NH₃ bris de glace n'a pas été testé. Page 23, le rapport indique qu'une grosse quantité de glace est présente sur les tuyauteries/pompe NH₃ et que le calorifuge est défectueux sur la bouteille BP 01, ce qui indique le mauvais état de l'équipement. L'inspection a constaté la présence de quantités de glaces très importantes à différents endroits sur les circuits ammoniac.

Page 29, le rapport fait état d'équipements et de tuyauteries rouillés nécessitant un entretien.

Plus globalement, le rapport fait état de nombreuses non conformités ou d'absence de tests d'asservissements des EIPS.

L'exploitant indique que le remplacement d'une ligne de tuyauterie est prévu (pas de date).

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution et les solutions techniques intrinsèquement les plus sûres. L'entretien doit prendre en compte les risques de corrosion. Aussi, l'exploitant veillera à remettre en bon état ses installations de réfrigération ammoniac. »

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2 et 39 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence d'asservissement de la détection ammoniac aux équipements de sécurité et l'absence de tests des équipements peut entraver la bonne gestion du risque en cas de fuite sur le circuit ammoniac ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où le mauvais état des installations de réfrigération ammoniac augmente le risque de fuite d'ammoniac ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où la présence de ventilateur d'extraction non compatible avec une atmosphère explosive peut engendrer l'ignition d'une explosion en cas de mise en route lors d'une fuite d'ammoniac (gaz toxique et inflammable) ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GIE BOIRON FAUGIER de respecter les prescriptions des articles 2, 3, 39 et 42 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société GIE BOIRON FAUGIER (n° SIRET : 38713003200023) exploitant une installation de préparation et surgélation de fruits, légumes et de fabrication de crème de marrons sise Quartier des Plantas sur la commune de DONZERE (26290) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 39 et 42 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 d'ici le 15 mai 2024 en :

- testant tous les équipements importants pour la sécurité ;
- disposant d'un asservissement de la ventilation additionnelle à la détection ammoniac lors du franchissement des 1^{er} et 2^e seuils de détection.

Article 2 :

La société GIE BOIRON FAUGIER sus-mentionnée est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 d'ici le 30 juin 2024 en :

- disposant d'équipements de réfrigération ammoniac entretenus en prenant en compte les risques de corrosion due aux phénomènes de condensation de l'humidité de l'air ;
- disposant de vannes de sectionnement automatiques à sécurité positive (équipement important pour la sécurité) sur le circuit ammoniac.

Article 3 :

La société GIE BOIRON FAUGIER sus-mentionnée est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 d'ici le 30 juin 2024 en disposant de systèmes de ventilations conformes aux normes en vigueur.

Article 4 :

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 3 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 :

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 6 :

Le présent arrêté est notifié à la société GIE BOIRON FAUGIER. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de DONZERE et tenue à la disposition du public. Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Drôme (www.drome.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, la maire de la commune de DONZERE et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes chargé de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **6 MAI 2024**

Le préfet,

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

